

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/WPGR/10
30 juin 2003

(03-3465)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

NÉGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS

Rapport du Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS

I. INTRODUCTION

1. Le 22 juillet 2002, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a adopté un programme de travail sur les subventions en vue de structurer ses travaux.¹ Conformément au point a) du programme de travail, les Membres doivent "poursuivre les discussions concernant les subventions sur la base des communications des Membres et de la documentation disponible". En outre, les Membres étaient encouragés "à présenter des communications sur les subventions le plus tôt possible avant le 31 mars 2003, sans préjudice de leur droit de présenter de nouvelles suggestions et de soulever des questions pertinentes". Aux termes du point c), le Président "diffusera d'ici au 30 juin 2003 une note dans laquelle il fera rapport sur l'avancement des travaux". Le programme de travail dispose par ailleurs que le Groupe de travail organisera ses travaux pour "se préparer à la possibilité offerte par la cinquième Conférence ministérielle de faire le bilan des progrès accomplis dans les négociations".

2. En organisant leurs travaux concernant les subventions, ainsi que les travaux sur les mesures de sauvegarde d'urgence et les marchés publics, les Membres ont reconnu que:

- a) "Le programme de travail ne devrait pas préjuger des résultats des négociations correspondantes sur les mesures de sauvegarde d'urgence, les subventions et les marchés publics. Les Membres resteront libres de soulever toute question pertinente aux fins de la discussion, y compris les questions de l'opportunité et de la faisabilité et celle de la portée des négociations.
- b) Les repères concernant les communications sont donnés à titre indicatif, afin d'encourager les Membres à présenter des communications sur les thèmes correspondants dès que possible et ils devraient être sans préjudice du droit des Membres de présenter de nouvelles suggestions et de soulever des questions pertinentes par le biais de communications à tout moment, dans le cadre de n'importe lequel des trois thèmes de négociations.
- c) L'exécution des travaux concernant un point donné, y compris la question de la faisabilité et de l'opportunité, devrait être sans préjudice des autres points dans le cadre de chaque thème de négociation.

Les Membres reconnaissent également qu'une flexibilité devrait être exercée dans la réalisation des travaux du Groupe de travail et que les programmes de travail pourront être ajustés à l'avenir pour tenir compte des derniers progrès."²

¹ S/WPGR/7, paragraphe 4.

² S/WPGR/7, paragraphe 1.

3. La structure du présent rapport est calquée sur celle du rapport du Président concernant les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence. Le rapport expose tout d'abord le contexte des négociations sur les subventions et rappelle brièvement les principales activités menées par le Groupe de travail dans ces négociations (Section II). La Section III contient mon évaluation de la situation et la Section IV des suggestions concernant la voie à suivre. Le rapport est présenté sous ma propre responsabilité, en ma qualité de Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS. Il ne préjuge pas de la position des délégations ni de l'issue générale des négociations.

II. CONTEXTE DES NÉGOCIATIONS ET PRINCIPALES ACTIVITÉS

A. MANDAT DE NÉGOCIATION

4. Conformément à l'article XV de l'AGCS (*subventions*), les Membres

"reconnaissent que, dans certaines circonstances, les subventions peuvent avoir des effets de distorsion sur le commerce des services. Les Membres engageront des négociations en vue d'élaborer les disciplines multilatérales nécessaires pour éviter ces effets de distorsion. Les négociations porteront aussi sur le bien-fondé de procédures de compensation. Ces négociations reconnaîtront le rôle des subventions en rapport avec les programmes de développement des pays en développement et tiendront compte des besoins des Membres, en particulier des pays en développement Membres, en matière de flexibilité dans ce domaine. Aux fins de ces négociations, les Membres échangeront des renseignements au sujet de toutes les subventions en rapport avec le commerce des services qu'ils accordent à leurs fournisseurs de services nationaux."

5. L'article XV n'indique aucun délai précis pour mener les négociations sur les subventions. Une note de bas de page à la deuxième phrase du paragraphe 1 dispose qu'"un programme de travail futur déterminera de quelle manière et dans quel délai les négociations sur ces disciplines multilatérales seront menées". Cependant, jusqu'en juillet 2002, rien n'avait été fait pour établir un tel programme de travail. En outre, il convient de rappeler que les *Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services*, adoptées le 28 mars 2001 par la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, disposent que "les Membres viseront à mener à bien les négociations au titre des articles VI:4, XIII et XV avant que les négociations sur les engagements spécifiques ne soient achevées".

6. L'article XV contient un second paragraphe qui dispose que "tout Membre qui considère qu'une subvention accordée par un autre Membre lui est préjudiciable pourra demander à engager des consultations avec cet autre Membre à ce sujet. Ces demandes seront examinées avec compréhension". Aucune information disponible n'indique que cette disposition a été invoquée à ce jour.

B. APERÇU DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL

7. La question des subventions a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour du Groupe de travail à sa réunion de mai 1996. Depuis, ce point est inscrit à l'ordre du jour de chaque réunion formelle du Groupe de travail³ et a aussi été abordé lors de diverses réunions informelles.⁴

³ Voir les rapports des réunions formelles du Groupe de travail, S/WPGR/M/5 à S/WPGR/M/42.

⁴ Voir, par exemple *Points soulevés au cours de la réunion informelle du 27 septembre 2000*, note du Secrétariat, job n° 6142, 6 octobre 2000, et *Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 29 janvier 2003*, note du Secrétariat, JOB(03)/21.

Depuis 1996, les négociations sur les subventions ont pu s'appuyer sur des contributions écrites: i) sept contributions formelles et six contributions informelles présentées par les Membres; ii) un certain nombre de notes élaborées par les différents présidents en vue de structurer les débats, en particulier la liste de questions concernant les subventions, récemment révisée sous la cote JOB(03)/57; iii) neuf notes formelles et quatre notes informelles présentées par le Secrétariat. Une liste des documents pertinents est annexée au présent rapport.

8. Différents thèmes ont été abordés au cours des négociations. Une attention toute particulière a été accordée à la nécessité et au contenu possible d'une définition pour les subventions dans le secteur des services, ainsi qu'à la nécessité d'un échange de renseignements sur les subventions dans le secteur des services. Les paragraphes ci-après contiennent un bref rappel des principales étapes, établis essentiellement d'après les renseignements provenant des rapports annuels du Groupe de travail au Conseil du commerce des services.⁵

9. Dans un premier temps, les délégations ont relevé la complexité inhérente au traitement des subventions dans le domaine des services et ont préconisé une approche prudente et systématique du mandat de négociation. Un débat s'est engagé sur le point de savoir s'il fallait établir une distinction entre les subventions d'application générale et les subventions sectorielles, de portée plus limitée. Le Groupe de travail a commencé à examiner les modalités de l'échange de renseignements prévues dans son mandat de négociation. Un document de travail sur les aspects théoriques des subventions a été présenté par le Chili⁶ et le Secrétariat a distribué plusieurs notes d'information.⁷

10. En 1997, le Groupe de travail a approuvé un questionnaire pour faciliter l'échange de renseignements prescrit à l'article XV concernant les subventions en rapport avec le commerce des services.⁸ Quatre Membres ont répondu à ce jour.⁹ De 1997 à 1999, les délégations ont poursuivi leur analyse technique des subventions en rapport avec le commerce des services et ont examiné des questions conceptuelles et juridiques. Le Secrétariat a établi une première note présentant des renseignements sur le sujet figurant dans des examens des politiques commerciales effectués par l'OMC¹⁰, et le Président a distribué une note informelle soulevant diverses questions sur les circonstances dans lesquelles les subventions peuvent avoir des effets de distorsion sur le commerce.¹¹ Des efforts ont également été faits pour faire progresser l'échange de renseignements. C'est ainsi qu'une délégation a proposé que les Membres communiquent des renseignements sur les problèmes

⁵ S/WPGR/1 à 6 et S/WPGR/8.

⁶ *Le cas des subventions*, Communication du Chili, S/WPGR/W/10.

⁷ Notes du Secrétariat intitulées: *Subventions et commerce des services*, S/WPGR/W/9; *Dispositions des accords commerciaux régionaux relatives aux subventions et applicables au commerce des services*, S/WPGR/W/12; et *Limitations indiquées dans les listes des Membres concernant les subventions*, S/WPGR/W/13 + -/Add.1.

⁸ *Questions concernant l'échange de renseignements prescrit par le mandat de négociation sur les subventions*, note du Secrétariat, S/WPGR/W/16.

⁹ *Communication de la Norvège*, S/WPGR/W/16/Add.1; *Communication de la Nouvelle-Zélande*, S/WPGR/W/16/Add.2; *Communication de Hong Kong, Chine*, S/WPGR/W/16/Add.3; et *Communication de la République de Pologne*, S/WPGR/W/16/Add.4.

¹⁰ *Subventions accordées aux secteurs de services – Renseignements donnés dans le cadre des examens des politiques commerciales effectués par l'OMC*, note d'information du Secrétariat, S/WPGR/W/25. Cette note a été mise à jour trois fois (S/WPGR/W/25/Add.1 à 3).

¹¹ *Note du Président*, job n° 1931, 3 avril 1998.

d'accès en rapport avec les subventions rencontrés sur les marchés d'exportation sans faire référence à un pays particulier.¹² Les débats ont abordé la possibilité que les subventions qui sont accordées au titre d'un mode (par l'exemple l'aide à l'investissement au titre du mode 3) faussent les échanges au titre d'autres modes, et la question des effets des subventions à l'exportation dans le secteur des services.

11. En 2000, le Groupe de travail a continué à envisager la nécessité et la portée possible de disciplines sur les subventions susceptibles d'avoir des effets de distorsion sur le commerce. L'Argentine et Hong Kong, Chine ont présenté une communication conjointe abordant les questions pertinentes et recensant un certain nombre de thèmes pour les travaux futurs.¹³ Ces deux Membres ont aussi présenté des contributions informelles sur la définition des subventions dans le secteur des services.¹⁴ Les Communautés européennes ont distribué une note informelle exposant le régime communautaire dans le domaine des aides d'État, en particulier pour les services.¹⁵ À la demande du Groupe de travail, le Président a distribué une liste de questions concernant les subventions afin d'aider les Membres à aborder d'une manière plus systématique les questions pertinentes au titre de ce point de l'ordre du jour.¹⁶ Les Membres ont poursuivi leurs travaux sur la base de cette liste jusqu'en juillet 2001, en abordant un point à chaque réunion. Il a ensuite été décidé que la liste de questions demeurerait à l'examen et qu'il serait possible de revenir sur les cinq points qu'elle comprenait.

12. En 2002, les discussions ont été centrées sur l'échange de renseignements prescrit à l'article XV et sur la nécessité de renseignements complémentaires concernant les subventions dans le secteur des services en général. L'Argentine, le Chili et Hong Kong, Chine ont présenté à titre informel un questionnaire simplifié visant à permettre aux Membres de répondre plus facilement.¹⁷ En outre, le Secrétariat a distribué un nouvel addendum au document relatif aux renseignements sur les subventions figurant dans les rapports d'examen des politiques commerciales (S/WPGR/W/25/Add.3). En décembre 2002, la Pologne a présenté une communication informelle soulevant différentes questions liées à la portée et à la définition des subventions dans le secteur des services; cette contribution a été examinée lors d'une réunion informelle en janvier et à la réunion formelle de février.¹⁸

¹² Rapport de la réunion du 16 avril 1999, note du Secrétariat, S/WPGR/M/21.

¹³ *Élaboration de disciplines multilatérales concernant les subventions à effets de distorsion sur le commerce des services*, Communication de l'Argentine et de Hong Kong, Chine, S/WPGR/W/31.

¹⁴ *Definition of Subsidies in Services*, Communication de Hong Kong, Chine, job n° 5870 (27 septembre 2000) et *Définition des subventions dans le secteur des services*, note informelle de l'Argentine, job n° 6629 (24 octobre 2000).

¹⁵ *Le régime communautaire des aides d'État dans le domaine des services*, Communication des Communautés européennes et de leurs États membres, job n° 4302 (6 juillet 2000).

¹⁶ *Liste de questions concernant les subventions*, Note du Président, job n° 4519 (17 juillet 2000) et n° 4519/Rev.1 (6 octobre 2000).

¹⁷ Communication de l'Argentine, du Chili et de Hong Kong, Chine, *note informelle*, JOB(02)/84.

¹⁸ *Définition d'une subvention dans l'AGCS*, Communication de la Pologne, JOB(02)/207. Voir également *Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 29 janvier 2003*, note du Secrétariat, JOB(03)/21 et rapport de la réunion tenue le 25 février 2003, note du Secrétariat, S/WPGR/M/41.

13. Le 17 mars 2003, le Président a distribué une version révisée de la liste de questions concernant les subventions 2000 comme convenu par le Groupe de travail à sa réunion de février.¹⁹ Faute de temps suffisant, la question des subventions n'a pu être abordée à la réunion de mai et il a été décidé d'en reporter l'examen à la réunion formelle de juillet.

III. ÉVALUATION DE LA SITUATION

14. Comme indiqué à la réunion formelle de mai 2003, j'ai mené une série de consultations avec des Membres de toutes les régions et représentant tous les stades de développement, afin d'obtenir leur avis sur les négociations concernant les subventions que le Groupe de travail a entreprises conformément à l'article XV. Outre les renseignements recueillis au cours de ces consultations informelles, j'ai aussi reçu de nombreuses observations de Membres qui ont pris directement contact avec moi.

15. D'après les opinions exprimées par les Membres, il est manifeste qu'il reste encore beaucoup de travail technique à faire. Ces derniers temps, les débats se sont articulés autour des contributions des Membres concernant les disciplines pertinentes qui permettraient de limiter l'effet de distorsion des échanges des subventions dans le secteur des services. Certaines propositions jettent un éclairage intéressant et utile sur des éléments conceptuels de base tels que la définition, la portée, l'application en fonction des modes et les mécanismes compensatoires possibles. Au sujet de l'une des propositions, de nombreux Membres ont indiqué que le modèle des marchandises n'était pas particulièrement utile pour définir les subventions dans le secteur des services puisque les caractéristiques étaient différentes dans les deux secteurs. Ces échanges de vues ont stimulé les activités du Groupe de travail, en ce qui concerne en particulier la question des définitions. En effet, les débats sur les subventions s'étaient limités pendant un certain temps à des observations occasionnelles sur la *Liste de questions* concernant les subventions, des notes informelles présentées par les Membres ou des notes d'information du Secrétariat.

16. Les débats ont aussi été consacrés à l'échange de renseignements prescrit à l'article XV. Certains Membres considèrent qu'il serait utile pour convenir d'une définition d'examiner des cas

¹⁹ *Liste de questions concernant les subventions*, Note du Président, JOB(03)/57. La liste comporte cinq grandes questions qui ont été soulevées par les Membres durant les discussions:

1. Définition d'une subvention dans le secteur des services, y compris la pertinence de la définition donnée dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et la nécessité et les façons possibles d'établir une catégorisation des subventions concernant les services.
2. Examen de tout élément de preuve de l'existence de subventions qui sont susceptibles d'avoir pour effet de fausser le commerce des services (y compris les subventions à la production, à la distribution, à la consommation et à l'exportation). Examen des sources de renseignement.
3. Notions pertinentes pour déterminer quelles subventions devraient être considérées comme ayant des effets de distorsion des échanges, y compris la spécificité, les objectifs de politique générale, la nature des subventions, et les subventions autorisées ou ne donnant pas lieu à une action.
4. Dans quelle mesure les règles de l'OMC, en particulier l'AGCS et les disciplines qu'il prévoit en ce qui concerne le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, réglementent-elles déjà les subventions relatives aux services, ou offrent-elles les moyens de le faire? Cette question impliquerait l'examen de questions techniques liées à l'AGCS, y compris la spécificité du mode de fourniture et la notion de "service similaire".
5.
 - a) Rôle plus large des subventions, y compris la réalisation d'objectifs de politique générale.
 - b) Rôle des subventions par rapport au développement, et besoin de souplesse pour les pays en développement Membres, y compris le traitement spécial et différencié.
 Est-il nécessaire d'élaborer des disciplines supplémentaires dans le cadre de l'AGCS pour éviter tout effet de distorsion des échanges? Il s'agirait notamment de se demander s'il conviendrait de prévoir des procédures en matière de droits compensateurs. Étapes suivantes.

précis de subventions dans le secteur des services. D'autres ne s'opposent pas à l'échange de renseignements sur des cas précis mais estiment qu'il serait approprié qu'il se base sur quelques secteurs de services seulement. En outre, ils sont convaincus que la question d'une définition ne saurait être définitivement résolue par des exemples. En même temps, la plupart des Membres sont peu enclins à apporter leur contribution à l'échange de renseignements prévu à l'article XV, soutenant en général qu'il n'est pas possible de notifier des programmes de subventions avant de s'accorder sur une définition générale. Certains de ces Membres sont d'avis que l'échange de renseignements relève plus de l'effort maximal que de l'obligation. D'autres estiment que l'échange de renseignements est indépendant d'une éventuelle définition concernant les subventions ayant des effets de distorsion sur le commerce; à leur avis, l'article XV énonce une obligation de notifier toutes les subventions et pas seulement celles qui sont considérées comme ayant des effets de distorsion sur le commerce.

17. En ce qui concerne les notions qui peuvent être considérées pertinentes pour déterminer les subventions ayant des effets de distorsion sur le commerce, les Membres ont consacré du temps à des questions telles que la spécificité, les objectifs de politique générale, la nature des subventions, et les subventions autorisées ou ne donnant pas lieu à une action. Ces questions et d'autres qui se trouvent reflétées dans les propositions présentées par les Membres devraient faire l'objet de débats supplémentaires. Les Membres ont également tiré parti des contributions du Secrétariat pour mieux comprendre certaines questions conceptuelles en jeu; mais à l'exception d'observations générales sur l'utilité des documents, aucun élément nouveau n'est venu enrichir le débat.

18. La CNUCED prépare actuellement une compilation des programmes de subventions ayant des effets de distorsion sur le commerce recensés par des groupes d'experts, en se fondant sur les documents pertinents. Au cours de la dernière réunion où la question a été abordée, aucune délégation ne s'est opposée à une contribution de la CNUCED, dès l'instant où la bibliographie de la documentation pertinente qui figurera dans le texte est mise à la disposition du Groupe de travail avant la présentation du document. Comme je l'ai dit précédemment, les Membres qui avaient des réserves sur l'utilisation d'exemples sectoriels ne s'opposeraient pas à la prise en considération d'un plus large éventail de secteurs.

IV. VOIE À SUIVRE

19. De manière générale, les travaux concernant les subventions sont touchés par le syndrome de "la poule et de l'œuf" et ils n'ont guère progressé en ce qui concerne les questions techniques. Je conseillerais aux Membres de s'attacher activement à engager des débats pour déterminer les éléments qui pourraient être utilisés pour aller de l'avant. Je souhaiterais aussi encourager les Membres à soumettre de nouvelles propositions – formelles ou informelles – tenant compte des spécificités de l'AGCS. Je ne sous-estime pas le rôle de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour stimuler nos débats, mais je pense qu'une approche plus étroitement liée au cadre de l'AGCS est nécessaire pour faire avancer les travaux sur les principales questions.

20. Je souhaiterais aussi inviter les Membres à continuer d'utiliser la *Liste de questions* révisée comme guide pour définir la teneur de disciplines possibles. De même, des exemples concrets, qu'ils soient sectoriels ou qu'ils aient un caractère général, pourraient être utiles dans ce contexte. Certains Membres ont indiqué que différentes offres de nouveaux engagements comportaient des limitations concernant ce qui semblait être des programmes de subventions. Il pourrait être utile de discuter de la manière dont ces subventions sont définies.

ANNEXE

Liste des documents se rapportant aux négociations au titre de l'article XV de l'AGCS

I. RAPPORTS DE RÉUNIONS

A. RAPPORTS ANNUELS

Cote	Titre	Date
S/WPGR/1	Activités du Groupe de travail des règles de l'AGCS - Rapport au Conseil du commerce des services	23 octobre 1996
S/WPGR/2	Activités du Groupe de travail des règles de l'AGCS - Rapport au Conseil du commerce des services	26 novembre 1997
S/WPGR/3	Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services	3 décembre 1998
S/WPGR/4	Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services	26 octobre 1999
S/WPGR/5	Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services	24 novembre 2000
S/WPGR/6	Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services	4 octobre 2001
S/WPGR/7	Programmes de travail – Adoptés par le Groupe de travail des règles de l'AGCS le 22 juillet 2002	25 juillet 2002
S/WPGR/8	Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services (2002)	5 décembre 2002

B. RAPPORTS DE RÉUNIONS FORMELLES

Cote	Titre	Présenté par	Date
S/WPGR/M/5	Rapport de la réunion du 28 mars 1996	Note du Secrétariat	13 mai 1996
S/WPGR/M/6	Rapport de la réunion du 3 juin 1996	Note du Secrétariat	22 juillet 1996
S/WPGR/M/7	Rapport de la réunion du 29 juillet 1996	Note du Secrétariat	19 septembre 1996
S/WPGR/M/8	Rapport de la réunion des 8 et 14 octobre 1996	Note du Secrétariat	13 décembre 1996
S/WPGR/M/9	Rapport de la réunion du 23 janvier 1997	Note du Secrétariat	7 mars 1997
S/WPGR/M/10	Rapport de la réunion du 13 mars 1997	Note du Secrétariat	1 ^{er} mai 1997
S/WPGR/M/11	Rapport de la réunion du 22 mai 1997	Note du Secrétariat	30 juin 1997
S/WPGR/M/12	Rapport de la réunion du 23 juillet 1997	Note du Secrétariat	3 septembre 1997
S/WPGR/M/13	Rapport de la réunion du 1 ^{er} octobre 1997	Note du Secrétariat	19 novembre 1997
S/WPGR/M/14	Rapport de la réunion du 26 novembre 1997	Note du Secrétariat	2 décembre 1997
S/WPGR/M/15	Rapport de la réunion du 13 février 1998	Note du Secrétariat	27 février 1998
S/WPGR/M/16	Rapport de la réunion du 27 avril 1998	Note du Secrétariat	10 juin 1998
S/WPGR/M/17	Rapport de la réunion du 23 juin 1998	Note du Secrétariat	31 juillet 1998
S/WPGR/M/18	Rapport de la réunion du 6 octobre 1998	Note du Secrétariat	13 novembre 1998

Cote	Titre	Présenté par	Date
S/WPGR/M/19	Rapport de la réunion du 1 ^{er} décembre 1998	Note du Secrétariat	21 janvier 1999
S/WPGR/M/20	Rapport de la réunion du 19 février 1999	Note du Secrétariat	17 mars 1999
S/WPGR/M/21	Rapport de la réunion du 16 avril 1999	Note du Secrétariat	7 mai 1999
S/WPGR/M/22	Rapport de la réunion du 19 mai 1999	Note du Secrétariat	15 juin 1999
S/WPGR/M/23	Rapport de la réunion du 21 juin 1999	Note du Secrétariat	6 juillet 1999
S/WPGR/M/24	Rapport de la réunion du 27 juillet 1999	Note du Secrétariat	8 septembre 1999
S/WPGR/M/25	Rapport de la réunion du 8 octobre 1999	Note du Secrétariat	2 novembre 1999
S/WPGR/M/26	Rapport de la réunion du 24 mars 2000	Note du Secrétariat	20 avril 2000
S/WPGR/M/27	Rapport de la réunion des 4 et 5 mai 2000	Note du Secrétariat	6 juin 2000
S/WPGR/M/28	Rapport de la réunion du 7 juillet 2000	Note du Secrétariat	4 août 2000
S/WPGR/M/29	Rapport de la réunion du 27 septembre 2000	Note du Secrétariat	9 octobre 2000
S/WPGR/M/30	Rapport de la réunion du 30 novembre 2000	Note du Secrétariat	22 décembre 2000
S/WPGR/M/31	Rapport de la réunion du 21 mars 2000	Note du Secrétariat	6 avril 2001
S/WPGR/M/32	Rapport de la réunion du 10 mai 2001	Note du Secrétariat	17 mai 2001
S/WPGR/M/33	Rapport de la réunion du 2 juillet 2001	Note du Secrétariat	10 juillet 2001
S/WPGR/M/34	Rapport de la réunion du 3 octobre 2001	Note du Secrétariat	10 octobre 2001
S/WPGR/M/35	Rapport de la réunion du 28 novembre 2001	Note du Secrétariat	7 décembre 2001
S/WPGR/M/36	Rapport de la réunion des 13 et 15 mars 2002	Note du Secrétariat	3 avril 2002
S/WPGR/M/37	Rapport de la réunion du 3 juin 2002	Note du Secrétariat	26 juin 2002
S/WPGR/M/38	Rapport de la réunion du 15 juillet 2002	Note du Secrétariat	26 juillet 2002
S/WPGR/M/39	Rapport de la réunion du 23 octobre 2002	Note du Secrétariat	12 novembre 2002
S/WPGR/M/40	Rapport de la réunion du 3 décembre 2002	Note du Secrétariat	23 décembre 2002
S/WPGR/M/41 + Corr.1	Rapport de la réunion du 25 février 2003	Note du Secrétariat	12 mars 2003
S/WPGR/M/42	Rapport de la réunion du 13 mai 2003	Note du Secrétariat	19 juin 2003

C. RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS FORMULÉES PENDANT LES RÉUNIONS INFORMELLES

Numéro de job	Titre	Présenté par	Date
Job 6142	Négociations au titre de l'article XV de l'AGCS – Subventions – Points soulevés au cours de la réunion informelle du 27 septembre 2000	Note du Secrétariat	9 octobre 2000
JOB(02)/211	Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 22 novembre 2002	Note du Secrétariat	13 décembre 2002
JOB(03)/21	Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 29 janvier 2003	Note du Secrétariat	7 février 2003

II. DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LES DÉLÉGATIONS

A. DOCUMENTS FORMELS

Cote	Présenté par	Titre	Date
S/WPGR/W/10	Communication du Chili	Le cas des subventions	2 avril 1996
S/WPGR/W/16/Add.1	Communication de la Norvège	Réponses aux questions concernant l'échange de renseignements prescrit par le mandat de négociation sur les subventions – Addendum	23 juin 1997
-Add.2	Communication de la Nouvelle-Zélande	Réponses aux questions concernant l'échange de renseignements prescrit par le mandat de négociation sur les subventions – Addendum	23 juillet 1997
-Add.3	Communication de Hong Kong, Chine	Réponses aux questions concernant l'échange de renseignements prescrit par le mandat de négociation sur les subventions – Addendum	23 juillet 1999
-Add.4	Communication de la République de Pologne	Réponses aux questions concernant l'échange de renseignements prescrit par le mandat de négociation sur les subventions – Addendum	2 mars 2000
-Add.4/Suppl.1	Communication de la République de Pologne	" - Supplément	20 septembre 2000
S/WPGR/W/31	Communication de l'Argentine et de Hong Kong, Chine	Élaboration de disciplines multilatérales concernant les subventions à effets de distorsion sur le commerce des services	16 mars 2000

B. DOCUMENTS INFORMELS

Numéro de job	Présenté par	Titre	Date
	Communication de la Norvège	Exchange of information on subsidies	14 octobre 1996
Job 4302	Communication des Communautés européennes et de leurs États membres	Le régime communautaire des aides d'État dans le domaine des services	6 juillet 2000
Job 5870	Communication de Hong Kong, Chine	Définition des subventions dans le secteur des services	27 septembre 2000
Job 6629	Note informelle de l'Argentine	Définition des subventions dans le secteur des services	24 octobre 2000
JOB(02)/84	Communication de l'Argentine, du Chili et de Hong Kong, Chine	<i>Négociations au titre de l'article XV</i> – Note informelle	15 juillet 2002
JOB(02)/207	Communication de la Pologne	Définition d'une subvention dans l'AGCS	13 décembre 2002

III. NOTES DU PRÉSIDENT

Numéro de job	Titre	Date
Job 779	Général Groupe de travail des règles de l'AGCS + liste des documents du Groupe de travail des règles de l'AGCS	10 février 1998
Job 1931	Note du Président	3 avril 1998
Job 3294	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	15 juin 1998
Job 5169	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	22 septembre 1998
Job 772	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	10 février 1999
Job 1998	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	8 avril 1999
Job 2803	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	11 mai 1999
Job 3432	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	15 juin 1999
Job 4141	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	12 juillet 1999
Job 5332	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	16 septembre 1999
Job 782	Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	14 février 2000
Job 2598	Note du Président – Réunion des 4 et 5 mai 2000 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	28 avril 2000
Job 4058	Note du Président – Réunion du 7 juillet 2000 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	27 juin 2000
Job 4519	Note du Président – Négociations sur les subventions – article XV de l'AGCS – Liste de questions concernant les subventions	17 juillet 2000
Job 5538	Note du Président – Réunion du 27 septembre (sauvegardes, subventions, marchés publics)	15 septembre 2000
Job 4519/Rev.1	Note du Président – Négociations sur les subventions – Liste de questions concernant les subventions	6 octobre 2000
Job 7352	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 30 novembre 2000 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	17 novembre 2000
JOB(01)/35	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 21 mars 2001 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	14 mars 2001
JOB(01)/58	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 10 mai 2001 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	1 ^{er} mai 2001
JOB(01)/95	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 2 juillet 2001 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	21 juin 2001
JOB(02)/43	Ordre du jour annoté du Président désigné – Réunion du 3 juin 2002 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	24 mai 2002
JOB(02)/82 + Rev.1 et Rev.2	Note du Président – Programme de travail – Projet (sauvegardes, subventions, marchés publics)	12 juillet 2002
JOB(02)/83	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 15 juillet 2002 (sauvegardes, subventions, marchés publics)	12 juillet 2002
JOB(02)/144	Réunion du 23 octobre 2002 – Ordre du jour annoté du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics)	16 octobre 2002
JOB(02)/202	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 3 décembre 2002 (rapport annuel, sauvegardes, subventions, marchés publics)	3 décembre 2002
JOB(03)/30	Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 25 février 2003 (sauvegardes, marchés publics et subventions)	14 février 2003
JOB(03)/57	Ordre du jour annoté du Président – Liste de questions concernant les subventions	17 mars 2003

IV. DOCUMENTS D'INFORMATION DU SECRÉTARIAT

A. NOTES FORMELLES

Cote	Titre	Date
S/WPGR/W/9	Subventions et commerce des services	6 mars 1996
S/WPGR/W/12	Dispositions des accords commerciaux régionaux relatives aux subventions et applicables au commerce des services	20 mai 1996
S/WPGR/W/13	Limitations indiquées dans les listes des Membres concernant les subventions	22 mai 1996
-/13/Add.1	" - Addendum	14 juin 2000
S/WPGR/W/16	Questions concernant l'échange de renseignements prescrit par le mandat de négociation sur les subventions	5 février 1997
S/WPGR/W/25	Subventions accordées aux secteurs de services – renseignements donnés dans le cadre des examens des politiques commerciales effectués par l'OMC – Note d'information du Secrétariat	26 janvier 1998
-/25/Add.1 + Corr.1	" – Addendum 1	25 mai 2000
-W/25/Add.2	" – Addendum 2	12 décembre 2000
-W/25/Add.3	" – Addendum 3	19 septembre 2002

B. NOTES INFORMELLES

Numéro de job	Titre	Date
	Questions relevant to the information exchange required under the subsidies negotiating mandate	23 septembre 1996
Job 8	Questions relevant to the information exchange required under the subsidies negotiating mandate – Revision 1	2 janvier 1997
	Questions relevant to the information exchange required under the subsidies negotiating mandate – Revision 2	22 janvier 1997
JOB(01)/66	Négociations au titre de l'article XV de l'AGCS – L'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et le "livre jaune"	8 mai 2001